**MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE
CHARGE DE L'INTERIEUR**

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 4-INT-STCS du 10-1-73 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Atakpamé, Sokodé et Bassari, exercice 1973 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1972 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1973.

Arrêté n° 5-INT-STCS du 10-1-73 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Vogan, Tabligho, Tsévié, Klouto, Nuatja, Atakpamé, Akposso, Sokodé, Sotouboua, Bassari, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé, Mango et Dapango, exercice 1973 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1972 pour faire face aux dépenses du mois de janvier 1973.

Nomination

Arrêté n° 8-INT du 18-1-73 — M. Telou Abidjanga Alexandre, secrétaire d'administration principal 3° échelon, précédemment chef de la circonscription administrative de Lama-Kara, est nommé chef de service de tutelle des collectivités secondaires et de gestion intérieure.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de fonction de l'intéressé.

Passage automatique d'échelon

Décision n° 13-INT-DSN-DAPM du 25-1-73 — En application des dispositions prévues par l'article 87 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, sont constatés les avancements automatiques d'échelon des fonctionnaires ci-dessous désignés du corps des officiers de police adjoints du cadre spécial de la sûreté nationale aux dates ci-après :

Au 2° échelon du grade d'officier de police adjoint 2° classe

- 1-9-72 — Assih Marc
- 1-9-72 — Agrignan Inoussa
- 1-9-72 — Gbodui Moïse
- 1-9-72 — Kakassa Jean
- 1-9-72 — Palanga Jean-Baptiste

officier de police adjoints de 2° classe 1° échelon.

Retraite

Arrêté n° 85-bis-INT-DSN-DAPM du 28-6-72 — Les fonctionnaires de police ci-dessous désignés sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite à compter des dates ci-après :

CORPS DES OFFICIERS DE POLICE ADJOINTS

1^{er} janvier 1973

Tetevi Raphaël, officier de police adjoint de 1° classe 2° échelon.

3 mars 1973

Soglo Paul, officier de police adjoint de 1° classe 2° échelon.

CORPS DES GRADES ET GARDIENS DE LA PAIX

1^{er} janvier 1973

- Ahlin Faustin, brigadier de police 3° échelon
- Hodanou Benoît, brigadier de police 3° échelon
- Kolani Ali Gourma, gardien de la paix 9° échelon
- Atama Simon, gardien de la paix 7° échelon
- Batosse Alassane, gardien de la paix 7° échelon
- Agberessi Issa, gardien de la paix 6° échelon
- Bonfoh Bassabi Adam, gardien de la paix 6° échelon.

4 février 1973

Sanvec Paul, brigadier de police 3° échelon.

En application des dispositions prévues par l'article 69 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les fonctionnaires du corps des gradés et gardiens de la paix bénéficieront pour la constitution de leurs droits à pension d'ancienneté, d'une bonification de services égale au 1/5° de la durée de leurs services dans la police, sans toutefois que cette bonification puisse être supérieure à cinq années.

Les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, bénéficieront de la gratuité de transport en vue de réintégrer leur lieu d'origine respectif.

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE**

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 33-MFE-MTP du 19 janvier 1973 fixant le taux de la redevance d'usage des dispositifs d'éclairage sur l'aéroport de Lomé.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE ET LE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES ET DES
TRANSPORTS,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 61-54 du 30 juin 1961 portant création de redevance d'atterrissage sur l'aéroport de Lomé ;
Vu le décret n° 67-177 du 1^{er} septembre 1967 autorisant l'ASECNA à percevoir les redevances d'atterrissage d'usage des dispositifs d'éclairage, de prolongation d'ouverture et de stationnement des aéronefs sur l'aéroport de Lomé ;
Sur proposition du ministre des travaux publics, des mines et des transports,

ARRETEMENT :

Article premier — Le taux de la redevance d'usage des dispositifs d'éclairage institué sur l'aéroport de Lomé par décret n° 61-54 du 30 juin 1961 en son article 11 et décret n° 67-177 du 1^{er} septembre 1967 est abrogé et remplacé par le suivant :

Le taux sera uniformément de 3.000 francs CFA par atterrissage et décollage.

Art. 2 — Le taux fixé à l'article 1^{er} entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1973.

Art. 3 — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 19 janvier 1973

Le ministre des finances et de l'économie,

J. B. Tèvi

Le ministre des travaux publics, des mines et des transports,

A. Mivedor

ARRETE N° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit ;

Vu l'arrêté n° 803-VP-MFE du 29 décembre 1965 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise ;

Vu l'avis du comité des banques et établissements financiers ;

Vu l'avis de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

A R R E T E :

Article premier — Les banques installées sur le territoire de la République devront, dans leurs relations avec leur clientèle, se conformer aux taux de rémunération indiqués au barème des conditions générales annexé au présent arrêté.

Art. 2 — Sont abrogés les arrêtés n° 803-VP-MFE du 29 décembre 1965, 354-MFE du 20 novembre 1968, 281-MFE-DE du 14 août 1969, 110-MFEP-DE du 7 avril 1970 ainsi que le paragraphe II « commission de découvert » du tarif des conditions particulières de banque annexé à l'arrêté n° 81-VP-MFE du 28 février 1966.

Art. 3 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et prendra effet à compter de la date qui sera ultérieurement fixée par le ministre des finances.

Lomé, le 24 janvier 1973.
J. B. TEVI

CONDITIONS GENERALES APPLICABLES PAR LES BANQUES

installées sur le Territoire de la République Togolaise

I. — DISPOSITIONS GENERALES

1. Les opérations entre banques ne sont pas soumises aux conditions fixées par le présent texte.

Par contre, ces conditions s'appliquent à tous les comptes tenus par les banques de toute nature exerçant leur activité dans les Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine et pour toutes les catégories de clientèle, qu'il s'agisse :

- de particuliers ;
- d'entreprises privées ;
- d'organismes publics ;
- d'organismes d'économie mixte.

Toutefois, en ce qui concerne les banques de développement et autres institutions financières, ayant la qualité de banques spécialisées (notamment, caisses de crédit agricole, ex-crédits sociaux, etc), ces conditions ne s'imposent à elles que pour les opérations relevant, par leur nature, de l'activité normale des banques commerciales ou de dépôts.

Enfin, lorsque des opérations importantes, présentant un intérêt majeur pour l'économie des Etats, ne peuvent être initiées normalement par les banques dans le respect des conditions générales ainsi fixées, des dérogations sont possibles.

Elles sont accordées, sur cas d'espèce, par les autorités nationales chargées de la direction du crédit, en accord avec la Banque Centrale.

2. Les taxes à la production et sur les transactions, les taxes locales et toutes taxes assises sur le chiffre d'affaires doivent, dans tous les cas, être intégralement à la charge de la clientèle.

3. Les dates de valeurs sont ainsi fixées :

— Versements espèces, virements, remises de chèques : crédit le premier jour ouvrable suivant celui de la réception ou de la remise ;

— Remises d'effets à l'escompte : décompte du jour de la remise, crédit valeur premier jour ouvrable suivant celui de la remise ;

— Retrait espèces, virements, paiements chèques, domicilia-tions effets et dispositions diverses : débit premier jour ouvrable précédant celui du paiement ou de l'exécution.

4. Sont considérées comme places bancables, les places sur lesquelles la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) est, soit installée, soit représentée.

5. Le taux de base des intérêts créditeurs (T.B.C.) et celui des intérêts débiteurs (T.B.D.) visés par les présentes conditions sont fixés par le Conseil d'administration de la Banque Centrale en proportion du taux officiel de réescompte de celle-ci.

II — CONDITIONS DES COMPTES

1. — Intérêts créditeurs

1a — Dépôts publics ou assimilés :

Les taux de rémunération sont librement fixés par conventions entre les parties.

Par « dépôts publics ou assimilés », il convient d'entendre les dépôts :

— du Trésor national, de l'Administration nationale des Postes et autres fonds d'Etats nationaux ;

— des organismes publics, para-publics ou privés (sociétés d'assurances, par exemple), dont les dépôts à la banque concernée résulteraient d'une obligation réglementaire.

1b — Dépôts privés

Par « dépôts privés », il convient d'entendre les dépôts de la clientèle autres que ceux ci-dessus énumérés.

Les taux de rémunération à appliquer à ces dépôts sont ceux portés au tableau ci-joint ; ils sont déterminés par rapport au « Taux de base des intérêts créditeurs » fixé conformément à l'alinéa 5 des présentes « conditions générales ».

Taux des intérêts créditeurs

Terme	Montant des comptes ou des bons (en francs CFA)				
	Jusqu'à 200.000	de 200.001 à 500.000	de 500.001 à 1.000.000	de 1.000.001 à 5.000.000	au-dessus de 5.000.000
Dépôts à vue	sans intérêt	TBC	TBC + 0,50	TBC + 0,75	TBC + 1,25 minimum
Dépôts à terme (a)					
— moins de 6 mois	TBC *	TBC + 0,75	TBC + 1,25	TBC + 1,75	TBC + 2,50 minimum
— de 6 mois à moins d'1 an	TBC + 1,50	TBC + 1,75	TBC + 2,00	TBC + 2,50	TBC + 3,50 minimum
— d'1 an à moins de 2 ans	TBC + 2,50	TBC + 2,75	TBC + 3,00	TBC + 3,50	TBC + 3,75 minimum
— à partir de 2 ans	TBC + 3,50	TBC + 3,50	TBC + 3,75	TBC + 3,75	TBC + 4,00 minimum
Bons de caisse (b)					
— de 6 mois à moins d'1 an	TBC + 1,50	TBC + 1,50	TBC + 2,00	TBC + 2,50	TBC + 3,50 minimum
— d'1 an à moins de 2 ans	TBC + 2,50	TBC + 2,75	TBC + 3,00	TBC + 3,50	TBC + 3,75 minimum
— plus de 2 ans	TBC + 3,50	TBC + 3,50	TBC + 3,75	TBC + 3,75	TBC + 4,00 minimum
Comptes d'épargne :	TBC + 2,25 (dans les limites du montant maximum fixé par les « conditions particulières »)				

* TBC = Taux de base des intérêts créditeurs.

(a) Des avances sur dépôts à terme peuvent être consenties à un taux correspondant au taux d'intérêt versé sur ces dépôts plus 1 %

(b) Les bons de caisse sont émis en coupures de 5.000 francs CFA minimum pour une durée qui ne peut être inférieure à 6 mois.

Ils peuvent être rachetés par les établissements émetteurs sous déduction d'un escompte calculé à un taux, pour la période restant à courir, qui ne peut être, ni supérieur au taux nominal du bon plus 1%, ni inférieur au taux nominal du bon.

2. — *Crédits à court terme*
2a — *Intérêts débiteurs*

A l'intérieur des limites individuelles de réescomptes
En dépassement des limites individuelles ou hors limite

Les conditions ci-dessous s'appliquent aux concours par caisse ou par escompte de papier financier de mobilisation.

Il n'y a pas de conditions préférentielles pour les crédits appuyés par une contre-garantie bancaire ou assimilée. Il est loisible à la banque qui bénéficie d'un engagement de ce genre, de rémunérer le garant à l'intérieur du taux fixe appliqué à son client, au besoin en entente avec lui.

— Financement, au profit d'organismes publics, de commercialisation de produits
T.B.D. T.B.D.
+ 1,00 % + 5,50 %
Taux fixe Taux fixe

— Crédits accordés aux entreprises de production bénéficiant d'une convention d'établissement ou d'agrément ou d'un régime privilégié
T.B.D. T.B.D.
+ 1,00 % + 5,50 %
min. Taux fixe
+ 1,75 % max.

— Avances sur stocks de produits régulièrement nantis ou individualisés et déclarés à la Banque Centrale
T.B.D. T.B.D.
+ 1,00 % + 5,50 %
Taux fixe Taux fixe

— Autres crédits ou avances
T.B.D. T.B.D.
+ 2,00 % + 5,50 %
min. Taux fixe
+ 4,00 % max.

— Crédits ou avances consentis en faveur d'entreprises contrôlées par des nationaux et ne bénéficiant pas d'un accord de réescompte de la Banque Centrale

— jusqu'à 5.000.000 F-cfa inclus
T.B.D.
+ 2,50 % minima
+ 4,50 % maxima

— de 5.000.001 à 15.000.000 F-cfa
T.B.D.
+ 3,50 % minima
+ 5,50 % maxima

— Comptes litigieux ou contentieux ayant donné lieu à engagement de procédure
Taux. libres

2b — *Commission de découvert*

Tous les comptes débiteurs ou ayant présenté une situation débitrice au cours d'un mois supportent une commission calculée sur le plus fort découvert de ce mois de 1/24 % au maximum

En ce qui concerne les comptes d'avances sur produits régulièrement nantis, cette commission est ramenée à 1/48 % au maximum.

2c — *Opérations de portefeuille*

Il n'y a pas de conditions préférentielles pour les crédits appuyés par une contre-garantie bancaire ou assimilée. Il est loisible à la banque, qui bénéficie d'un engagement de ce genre, de rémunérer le garant à l'intérieur du taux fixe perçu sur le client, au besoin après entente avec lui.

A l'intérieur des limites individuelles de réescompte de la Banque Centrale

— Effets commerciaux locaux
T.B.D.
+ 2,00 % minimum
+ 4,00 % maximum

— Exportations — Autres que produits
T.B.D.
+ 1,50 % minimum
Effets commerciaux sur Etats de l'U.M.O.A. + 2,50 % maximum

Effets documentaires avant dessaisissement
T.B.D.
+ 1,50 % minimum
+ 2,00 % maximum

Effets documentaires après dessaisissement
T.B.D.
+ 2,00 % minimum
+ 2,50 % maximum

— Exportations de produits
T.B.D.
Effets documentaires avant dessaisissement + 1,50 % minimum
+ 2,00 % maximum

Effets documentaires après dessaisissement
T.B.D.
+ 2,00 % minimum
+ 2,50 % maximum

qu'il s'agisse d'effets sur la zone franc ou d'effets sur l'étranger.

En dépassement des limites individuelles de réescompte ou hors limite
T.B.D.
+ 5,50 %
Taux fixe

2d — *Financement de ventes à crédit par les établissements spécialisés*

— Par négociation d'effets de chaîne ou effets de mobilisation d'effets de chaîne non bancables.
T.B.D.
A l'intérieur des limites individuelles de réescompte de la Banque Centrale + 2,75 % taux fixe net de toute commission

— Par négociation d'effets de mobilisation de découvert

A l'intérieur des limites individuelles de réescompte de la Banque Centrale
T.B.D.
+ 2,50 % taux fixe net de toute commission

3. *Crédits à moyen terme*

3a — *Crédits assortis d'un accord de mobilisation de la Banque Centrale*

— Crédits immobiliers à caractère non social (crédits pour lesquels l'intervention de la Banque Centrale est limitée à 30 % du montant des investissements).
T.B.D.
+ commission d'engagement de la Banque Centrale
+ 3,50 % minimum
+ 5,00 % maximum

— Autres crédits immobiliers non déclarés d'utilité sociale ou n'entrant pas dans les normes d'habitat d'utilité sociale définies par le Gouvernement	+ T.B.D. + commission d'engagement de la Banque Centrale + 3,50 % minimum + 4,00 % maximum
— Crédits agricoles, industriels et commerciaux de caractère productif	+ T.B.D. + commission d'engagement de la Banque Centrale + 1,75 % minimum + 2,50 % maximum
— Crédits d'investissement en faveur d'entreprises bénéficiant des dispositions du Code des Investissements ou crédits immobiliers d'intérêt social	+ T.B.D. + commission d'engagement de la Banque Centrale + 1,75 % minimum + 2,25 % maximum
3b — Crédits non assortis d'un accord de mobilisation de la Banque Centrale	+ T.B.D. + 5,50 % taux fixe
3c — Commission d'attente	Commission d'attente de la Banque Centrale
4. Transferts et opérations de change manuel	
4a — Transferts (a) :	
4 — a1 — Entre Etats de l'Union Monétaire :	
Au départ des places bancables :	
— sur place bancable	0,15 pour mille minimum de perception 100 F. cfa
— sur place non bancable	1,00 pour mille minimum de perception 100 F. cfa
Au départ des places non bancables :	
— sur place bancable	1,00 pour mille minimum de perception 100 F. cfa
— sur place non bancable	1,00 pour mille minimum de perception 100 F. cfa
Les frais de câble sont décomptés en sus des commissions précitées.	
(a) Les commissions pour transferts entre places du Togo sont déterminées par les « conditions particulières »	
4 — a2 — A l'extérieur de l'Union Monétaire :	
Au départ des places bancables ou non bancables :	
— Sur France ou Etats de la zone franc, dont les monnaies sont librement transférables à l'intérieur de cette zone	Commission de la BCE AO minimum de perception 200 francs CFA.
— Sur autres Etats	Commission de la BCE AO + 0,6 pour mille minimum de perception 200 francs CFA.

La commission de transfert est obligatoirement mise à la charge de la clientèle pour tout règlement effectué en francs c.f.a. en couverture d'encaissement de chèques ou d'effets en francs cfa en francs français ou autres devises dont le montant doit être transféré hors de l'U.M.O.A.

— Aux tarifs de transfert, s'ajoutent pour les opérations traitées hors zone franc, les commissions de change, dont le taux est libre.

Les frais de câble sont décomptés en sus des conditions précitées.

4b — Opérations de change manuel :

Les opérations de change manuel portant sur des billets de la banque de France ou des Instituts d'émission d'Etats disposant d'un compte d'opérations auprès du Trésor Français sont effectuées sans commission et à la parité appliquée par la B.C.E.A.O.

5 Divers

— Engagements par signature :

. Avals, cautions, ducroire, acceptations ;	1,00 % l'an
. Contre-garanties données à des banques locales ou extérieures ;	1,00 % l'an
. Cautions fiscales	1,00 % l'an
. Ouvertures de crédits documentaires :	
— crédits révocables :	0,50 % l'an
— crédits irrévocables	1,00 % l'an
— commission de levée de documents.	0,125%

ARRETE N° 51/MFE du 26 janvier 1973 fixant la date de mise en vigueur des dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté n° 34/MFE du 24 janvier 1973.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire et des activités s'y rattachant et réglementation du crédit ;

Vu l'arrêté n° 34-MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques installées sur le territoire de la République togolaise ;

Vu l'avis de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

A R R E T E :

Article premier — Les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté n° 34/MFE du 24 janvier 1973 relatif au barème des conditions générales applicables par les banques seront mises en vigueur le 29 janvier 1973.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1973

J. B. TEVI